

Introduction à l'économie (Résumé)

Plan du cours :

Chapitre I : Objet, méthodes et modalités d'analyse de la Science Economique

Chapitre II : Présentation et organisation de l'activité économique

Chapitre III : Les fonctions économiques

Chapitre I : Objet, méthodes et modalités d'analyse de la Science Economique

1. Vers une définition de la science économique

La science économique est une science qui étudie la rareté. C'est une science de choix où l'individu/la société doit faire un arbitrage entre des besoins illimités et des ressources (biens) limitées.

Cette conception part de l'idée que la rareté des ressources oblige à faire des choix. Lionel Robbins, dans son ouvrage paru en 1947, « *Essai sur la nature et la signification de la science économique* », a défini l'économie comme la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif.

La rareté est une situation de non abondance des ressources tel que pour satisfaire les besoins, il faut dépenser un effort en travail ou consentir des sacrifices.

Cette discipline est donc considérée par la plupart des économistes contemporains, comme une théorie des comportements humains induits par le souci de concilier la satisfaction des besoins illimités et la rareté des ressources.

2. La problématique économique

- **Les besoins humains sont illimités** : on définit le besoin économique comme un manque qui peut être satisfait par l'acquisition ou la consommation de biens et services, sachant que ces mêmes biens et services sont produits en quantités limitées. On distingue alors les besoins qui possèdent un caractère absolu, que l'on ressent quelle que soit la situation des autres individus, et ceux qui ont un caractère relatif, que l'on éprouve au contact des autres. Bien entendu, les premiers peuvent atteindre un seuil (boire et manger par exemple), alors que les seconds paraissent illimités.
- **Les biens et les ressources sont limités** : l'économie ne s'intéresse qu'aux biens rares, que l'on appelle **biens économiques**, et écarte donc du domaine d'étude les **biens libres** qui, par opposition aux biens rares, sont disponibles en abondance, comme l'air, l'eau, le soleil, le vent. Les biens économiques se caractérisent par le fait qu'ils nécessitent un sacrifice pour être produits.
- **La rareté impose des choix** : comme les ressources en travail et en matières premières sont rares, il est impossible de produire tous les biens nécessaires à la satisfaction des

besoins illimités. Ainsi, la science économique cherche à répondre aux questions suivantes : quels biens produire ? En quelles quantités doivent-ils être produits ? Comment ces biens doivent-ils être produits ? Pour qui ces biens doivent-ils être produits ?

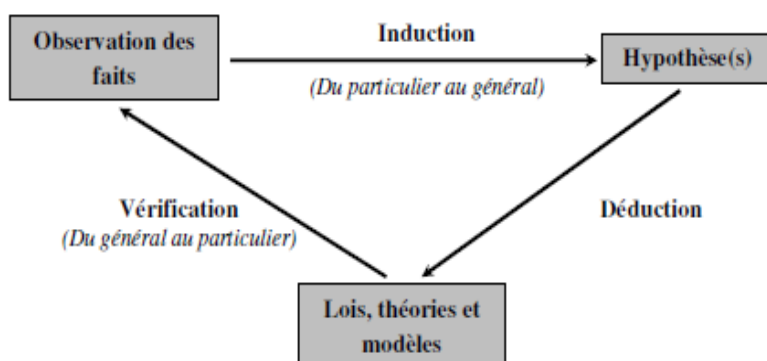
En effet, la problématique d'allocation revient à trouver des solutions efficaces aux principaux problèmes suivants :

- Que produire ? (Les biens économiques à produire et en quelles quantités?) La question « que produire? » renvoie à la notion de **besoins** et des **biens** qui satisfont ces besoins
- Comment produire ? (De quelle manière seront-ils produits?) Cette question renvoie à la notion des **facteurs de production** et aux rendements de ceux-ci.
- Pour qui produire ? (Comment les répartir entre les membres de la société?). Elle renvoie à la question de la répartition primaire et secondaire des revenus.

3. La méthode de la science économique

- **Hypothèses, lois et modèles en science économique** : les économistes font apparaître des lois qui semblent gouverner le comportement des agents. Une loi est fondée sur des hypothèses plus ou moins contraignantes qui représentent des simplifications de la réalité. Hypothèses et lois permettent alors de construire des modèles qui donnent une représentation théorique du fonctionnement de l'économie. Comme dans toute démarche scientifique, les modèles sont confrontés aux faits : la validité d'une théorie repose sur la capacité de ses conclusions à expliquer les faits.

Schéma 1 : Méthode déductive et méthode inductive



- **Approche positive et approche normative** : une analyse positive explique pourquoi les choses et les comportements sont ce qu'ils sont. Elle vise donc à montrer le monde « tel qu'il est ». Par contre, une analyse normative cherche à définir ce que doivent être les choses et les comportements, à expliquer «

comment doit être » le monde. Seule la démarche positive relève de la science, l'économie normative est trop influencée par des valeurs que l'on cherche à respecter. Cependant, les économistes conçoivent comme un prolongement logique de leur travail, le fait de donner des conseils en matière de politique économique par exemple. Toutefois, si les économistes émettent des avis, c'est toujours en dernier ressort les hommes politiques qui prennent les décisions.

- **Individualisme méthodologique et holisme** : l'individualisme méthodologique est une méthode d'analyse des faits économiques et sociaux qui part du principe que les phénomènes étudiés peuvent être expliqués à partir des comportements individuels, alors que le holisme considère que les comportements individuels s'inscrivent dans un contexte global prédéterminé (les normes et les règles d'une société, la catégorie sociale d'appartenance etc.). En conséquence, l'étude du contexte global est nécessaire pour comprendre les actes individuels.
- **Microéconomie et macroéconomie** : l'analyse microéconomique relève de l'individualisme méthodologique et prend pour point de départ l'analyse économique à l'échelle d'un agent. Elle choisit un agent type puis, pour passer aux grandeurs globales, elle propose d'agréger les décisions individuelles. À l'inverse, la macroéconomie s'intéresse aux relations entre les grandeurs globales. Donc, en microéconomie, le point de départ est l'analyse à l'échelle d'un agent économique, en macroéconomie il se situe à l'échelle de tous les agents économiques. Les conclusions de l'analyse microéconomique ne sont pas forcément généralisables au niveau macroéconomique. Il est difficile de donner des fondements microéconomiques à l'analyse macroéconomique, ce qui justifie une approche purement macroéconomique pour rendre compte de phénomènes que ne peut expliquer la microéconomie.

4. Les systèmes économiques

Le problème de la répartition des richesses créées, comme celui de leur obtention, n'a pas eu la même solution partout dans le monde. Les principes sur lesquels se fondent les réponses à ces grands problèmes constituent un système économique.

Un système économique est un schéma d'organisation sociale de la production, la distribution et la consommation des biens et services

- Le système économique mis en place dans un pays a une grande influence sur le niveau de vie de ses habitants, sur le niveau des inégalités.

- Les systèmes économiques varient en fonction des régions et des époques

- Les pays occidentaux suivent aujourd'hui une organisation fondée sur le capitalisme. Le système économique des pays de l'ex-Bloc de l'Est était fondé sur les principes de l'économie communiste
- Le système économique a un effet sur le développement économique car il conditionne l'affectation des ressources : c'est un mode de répartition des ressources
- Le système économique induit une interaction indirecte entre le système environnemental (les ressources) et le système démographique (les besoins)

1- Le système capitaliste

Institutions	Objectifs	Mécanismes
- Propriété privée des moyens de production - Libéralisme économique: liberté de vendre, d'entreprendre, d'acheter... - Rôle de l'Etat réduit à son Minimum	- Recherche de l'intérêt individuel et du profit	- Système régulé par le marché, par la loi de l'offre et de la demande Cette structure de régulation découle du libéralisme

- Les caractéristiques du système capitaliste sont :

- Liberté d'entreprendre avec les risques associés, éventuellement pondérés par les systèmes assurantiels ;
- Appropriation privée possible de services (par exemple : fourniture d'eau) et de ressources naturelles (plus ou moins difficilement, lentement ou coûteusement renouvelables, voire non renouvelables (par ex. : cas d'une espèce qui disparaîtrait suite à surexploitation) ou non renouvelable aux échelles humaines de temps ; pétrole ou charbon par exemple) ;
- Propriété privée des moyens de production ;
- Une certaine liberté des échanges économiques ;
- Recherche du profit, pour notamment rémunérer des actionnaires et/ou compenser leurs prises de risque ;
- Possibilité d'accumulation de capital et de spéculation ;
- Salariat et développement d'un « marché du travail ».

2- Le système socialiste

Institutions	Objectifs	Mécanismes
- Propriété collective des moyens de production Dictature du prolétariat par le biais d'un parti unique (communiste).	- Une société sans classe où chacun peut satisfaire ses Besoins	- Régulation de l'activité économique par un plan impératif - Contrôle du commerce extérieur par l'Etat

L'histoire du système socialiste et les bouleversements récents ont montré les limites de ce type d'organisation et les dysfonctionnements inévitables liés à une régulation économique centralisés entre les mains d'un Etat.

Chapitre II : Présentation et organisation de l'activité économique

Chaque économie est composée d'agents économiques qui tissent entre eux des liens et exercent des activités multiples pour réaliser des objectifs précis. La combinaison de ces deux composantes, en plus de la distinction des différents marchés, va permettre de schématiser le circuit économique de toute économie.

1. Les grandes catégories d'agents économiques

Un agent économique est une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui participent activement dans la vie économique. Chaque agent économique exerce une activité principale (consommation, production, ou répartitions), il mobilise différents moyens (humains, techniques, matériels et financiers) pour réaliser des objectifs précis, ces objectifs peuvent s'interposer d'un agent économique à un autre.

Les secteurs institutionnels de la comptabilité nationale

Secteur institutionnel	Fonction principale
• Sociétés financières	• Produire des services financiers
• Sociétés non financières	• Produire des biens et services marchands non financiers
• Institutions sans but lucratif au service des ménages	• Produire des services non marchands à partir de contributions volontaires des ménages
• Administrations publiques	• Produire des services non marchands à partir de contributions obligatoires
• Ménages (y.c entreprises individuelles)	• Consommer

2. Les opérations des agents économiques

Les agents économiques entretiennent entre eux des opérations économiques que l'on peut repérer par des flux économiques. Un flux économique est la variation d'une quantité de biens et services (flux réels) ou de monnaie (flux monétaires) enregistrée entre deux dates, et qui désigne une grandeur économique en mouvement, d'un agent économique vers un autre.

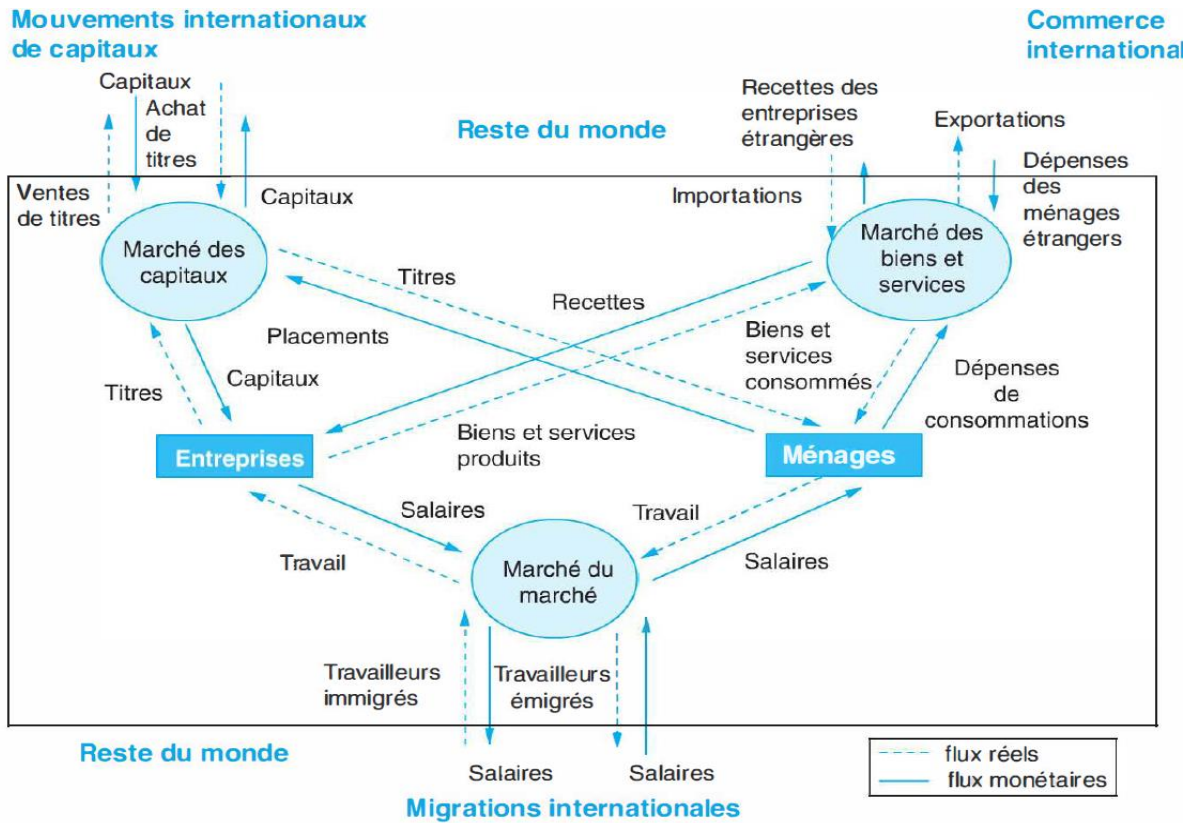
- **Les opérations sur biens et services** : elles indiquent la provenance et la destination des biens et services. Dans une économie nationale, les biens et services rencontrés proviennent de la production nationale et des importations. Ces biens et services sont utilisés pour partie à la consommation, pour partie à l'investissement et pour partie à l'exportation.
- **Les opérations de répartition** : elles sont ainsi qualifiées car elles concernent la répartition des revenus créés entre les différents agents. Cette répartition des revenus prend différentes formes, de la rémunération du travail au dividende en passant par les loyers et les intérêts. La comptabilité nationale distingue la formation des revenus primaires de la redistribution des revenus.
- **Les opérations financières** : elles recouvrent l'ensemble des relations entre agents à capacité de financement et agents à besoin de financement. Elles portent sur les créances et les dettes entre agents, et montrent comment les agents à besoin de financement ont couvert ce besoin et, symétriquement, comment les agents à capacité de financement ont employé cet excédent.

3. La représentation des opérations par le circuit économique

- **L'équilibre emplois-ressources** : en considérant le cas d'un bien, les quantités disponibles (ressources) sur le marché ne peuvent provenir que de la production (P) et des importations (M). Les utilisations possibles (emplois) de ce produit sont :
 - la consommation (C), des entreprises, des ménages ou des administrations ;
 - l'investissement (I) dans la mesure où le produit peut-être acquis pour être utilisé pendant plus d'un an dans le cadre d'une activité de production ;
 - l'exportation (X) vers le reste du monde ;

Au total, l'égalité emplois-ressources donne : $P + M = C + I + X$

- **Marchés et circuit économique : un exemple à deux agents**



L'équilibre emplois-ressources des agents économiques est un équilibre entre la demande globale et l'offre globale sur le marché des biens et services :

Offre globale = Production nationale + Importations

Demande globale = Consommation + Investissement + Exportations

- On peut en déduire une nouvelle égalité :

Production nationale = Consommation + Investissement + (Exportations - Importations)

ou encore :

Production nationale = Dépense interne + Solde externe

- Lorsque la dépense interne est égale à la production nationale les échanges extérieurs sont en équilibre. Si la dépense interne est supérieure à la production nationale, cela signifie que l'économie nationale a dû s'approvisionner à l'extérieur pour compenser l'insuffisance de la production interne. Il en résulte un solde négatif des échanges extérieurs. Si la dépense interne est inférieure à la production nationale, l'économie dégage un excédent de production qu'elle peut consacrer à l'exportation. Il en résulte un solde positif des échanges extérieurs.

Chapitre III : Les fonctions économiques

Les grandes fonctions économiques - la production, la répartition des revenus, la consommation, l'épargne et l'investissement - constituent le cœur de l'étude de l'économie politique. La production est au centre de l'activité économique. La nature ne nous offre pas tous les biens dont nous avons besoin, l'homme doit donc les produire.

1. La production

La production est « *l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur un marché ou obtenus à partir des facteurs de production (travail et machines notamment) s'échangeant sur un marché* ».

	Production marchande	Production non marchande
Les acteurs de la production	Tous les secteurs institutionnels à l'exception des administrations publiques	Administrations publiques
Champ de la production	Biens et services destinés à une consommation individualisée	Services destinés à la collectivité, dits indivisibles
L'évaluation de la production	Au prix du marché, prix rémunérateur pour les producteurs	Egale ou quasi égale aux coûts de production donc gratuits ou quasi gratuits.

Pour mesurer la valeur de la production au sein d'une entreprise, on utilise plusieurs paramètres (les quantités produites, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée ou bien les bénéfices réalisés). Mais, le paramètre le plus utilisé reste la valeur ajoutée (VA) :


$$\text{Valeur ajoutée} = \text{valeur de la production} - \text{valeur des consommations intermédiaires}$$

On peut utiliser également l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) :

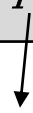
$$EBE = VA - \text{charges fiscales} - \text{charges salariales}$$

Au niveau macroéconomique, la production est égale à la totalité de la richesse créée durant une année. On utilise le Produit Intérieur Brut (PIB) pour calculer cette production:

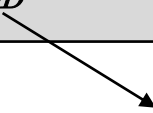
$$PIB = \Sigma VA + TVA + DD$$



La somme des VA



Taxe sur la VA



Droits de Douane

N.B : Dans le cas du **PIB**, on prend en considération que la richesse créée par les agents économiques résidents (quelle que soit leur nationalité). Mais dans le cas du **Produit National Brut (PNB)**, on prend en compte uniquement la richesse créée par les agents économiques ayant la nationalité (peu importe leurs lieux de résidence).

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \Sigma \text{VA produites par les agents économiques nationaux non résidents} - \Sigma \text{VA produites par les agents économiques étrangers résidents}$$

Pour produire, un agent économique doit combiner des facteurs de production qui sont :

- a. Le facteur travail (effort physique et intellectuel) ;
- b. Le facteur capital (monétaire ou non monétaire) ;
- c. Le facteur technologique (savoir-faire, maîtrise, recherche et développement R&D et innovation) ;
- d. Le facteur terre (matières premières et énergies).

Remarque : une bonne combinaison des facteurs de production va permettre à l'entreprise de minimiser les coûts de production, d'éviter les gaspillages et de maximiser les profits.

La productivité :

Elle exprime l'efficacité interne de la production et son évolution. Plus précisément elle exprime la quantité produite par unité de travail (par exemple par homme et par heure) ou par unité de capital.

Production Facteurs de production

Le calcul de productivité peut se faire pour chaque facteur, on distingue alors :

a) **La productivité du travail :** elle nous informe sur l'efficacité avec laquelle les travailleurs transforment leur effort en production. Il existe trois types de productivité de travail :

- **Productivité physique ou par tête :** celle-ci est calculée à partir du ratio (voir glossaire) entre la production totale et la quantité de travail nécessaire pour la produire.

Exemple : production (Y) = 100 000 unités ; nombre de travailleurs (T) = 100

Productivité du travail = $100\,000 / 100 = 1000$ unités par salarié.

- **Productivité horaire :** elle représente la production engendrée par une heure de travail. Elle peut donc servir d'outil lors de la fixation des salaires horaires.

Exemple : temps de travail par semaine = 40 heures ; Y = 120 000 par semaine
T = 60

Productivité horaire du travail $120\ 000 / 40 = 3000$ unités ; $3000 / 60 = 50$ unités/H/T

- **Productivité de travail en valeur** : elle se calcule en rapportant la valeur ajoutée sur la quantité de travail employée.

Exemple : valeur ajoutée = 50.000 DA nombre de salarié= 10
Productivité de travail en valeur est de 5000 DA.

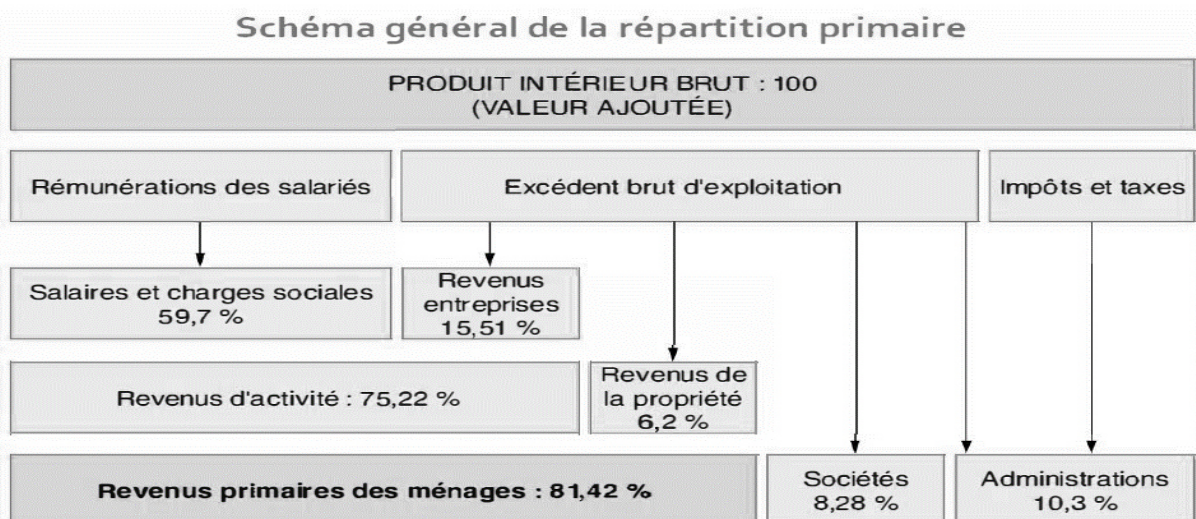
2. La répartition des revenus

L'activité économique conduit à la création de richesse. La répartition des richesses créées dans l'entreprise (valeur ajoutée) se fait en deux étapes : d'abord la répartition primaire des revenus librement organisée dans les entreprises, puis la répartition secondaire (ou redistribution) réalisée par l'Etat et la sécurité sociale pour corriger les inégalités.

- **La répartition primaire** : correspond au partage de la richesse entre les agents. Les bénéficiaires en sont tous ceux qui, par le travail fourni ou le capital investi, ont participé à la production. La répartition est donc consécutive à la production, mais elle en est également à l'origine, puisque les agents utilisent leurs revenus pour consommer et investir. La répartition primaire des revenus consiste donc à rémunérer les facteurs de production (capital et travail).

Deux approches de la répartition peuvent être distinguées : la répartition fonctionnelle, par type de revenu, qui oppose par exemple les salaires, les intérêts, les dividendes, et la répartition sociale, entre les différentes catégories d'agents : ménages entreprises, administrations.

Les salaires ne sont pas les seuls revenus des ménages, qui peuvent aussi bénéficier de loyers, d'intérêts, de dividendes. Le revenu primaire des ménages inclut l'ensemble des revenus tirés de leur contribution à l'activité économique, soit directement (revenus d'activité salariée ou non salariée), soit indirectement (revenus de placements mobiliers et immobiliers).



- **La Répartition secondaire (redistribution)** : La répartition primaire est rarement socialement satisfaisante : elle est en souvent très inégalitaire, et ne concerne que les agents économiques qui contribuent directement à la production, ou disposent d'un patrimoine dont ils tirent un revenu. C'est pourquoi les autorités publiques décident de procéder à une correction de cette répartition primaire par le biais de politiques de redistribution. La redistribution s'opère par un système de prélèvements obligatoires, qui viennent financer des transferts sociaux.

Le revenu disponible se définit comme la part du revenu qui reste à la disposition des ménages, une fois perçues les prestations sociales et après paiement des impôts directs et des cotisations sociales.

Revenu disponible

⇒ Revenus primaires + revenus de transfert - prélèvements (impôts et cotisations)

Le revenu disponible est ce qui permet aux ménages de **consommer** et d'**épargner**.

3. La consommation

La consommation apparaît comme une fonction économique fondamentale. La consommation est associée à la destruction de biens consommés à une échéance plus ou moins rapprochée. Elle émane généralement des ménages qui consomment des biens et de services pour satisfaire leurs besoins. « *D'un point de vue économique, la consommation est une opération économique consistant à la destruction immédiate ou progressive de biens ou de services dans le but de satisfaire des besoins* ».

Toute consommation se fait suite à une intention d'achat et donne lieu à une dépense.

L'analyse de la dépense de consommation peut être soit microéconomique, lorsqu'il s'agit de l'étude de la dépense d'un individu, soit macro-économique.

On distingue habituellement la consommation finale de la consommation intermédiaire.

- La consommation finale est le fait des ménages pour satisfaire leurs besoins. Elle est détruite immédiatement ou progressivement lors de l'acte de consommation.
- La consommation est intermédiaire lorsqu'elle existe à un moment du cycle de production, les biens consommés sont détruits ou transformés et entrent dans la composition du produit fabriqué.

- **Les déterminants de la consommation**

Le consommateur effectue ses choix en fonction de son *revenu* et des *prix* du marché ce qui lui est le plus utile d'acheter. Ses choix découlent de l'utilité du bien ou du

service consommé. Le choix du consommateur dépend aussi de variables non économiques.

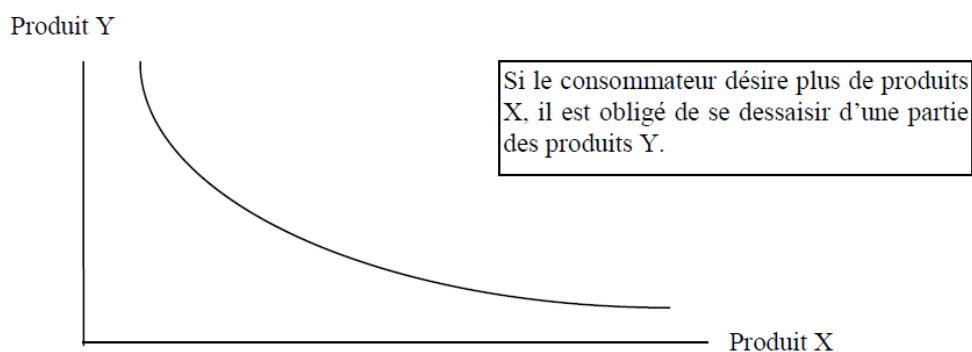
Les déterminants économiques de la consommation : Il est généralement admis de dissocier les déterminants microéconomiques et macroéconomiques de la consommation :

a. Approche microéconomique de la consommation : la modélisation du comportement du consommateur, telle qu'elle est suggérée en microéconomie, repose sur trois hypothèses importantes :

1. le choix individuel du consommateur,
2. l'information parfaite sur l'offre de biens ainsi que sur le niveau de ses besoins,
3. la rationalité qui insiste sur le fait que le consommateur cherche à maximiser la satisfaction (utilité¹) retirée d'un bien sous la contrainte de son budget.

Pour la Théorie néoclassique du consommateur, le consommateur dispose d'un budget (revenu) limité pour acquérir tous les biens souhaités. Il ne peut donc acheter tout ce qu'il désire et doit opérer des choix entre les biens désirés. Pour effectuer ces choix, le consommateur établit une hiérarchie dans ses préférences. Du point de vue théorique on suppose que toutes ces variables sont données sauf deux : le **prix** et le **revenu**. C'est à dire il s'agit d'examiner comment chaque consommateur se comporte lorsque le prix varie, ou lorsque le revenu varie.

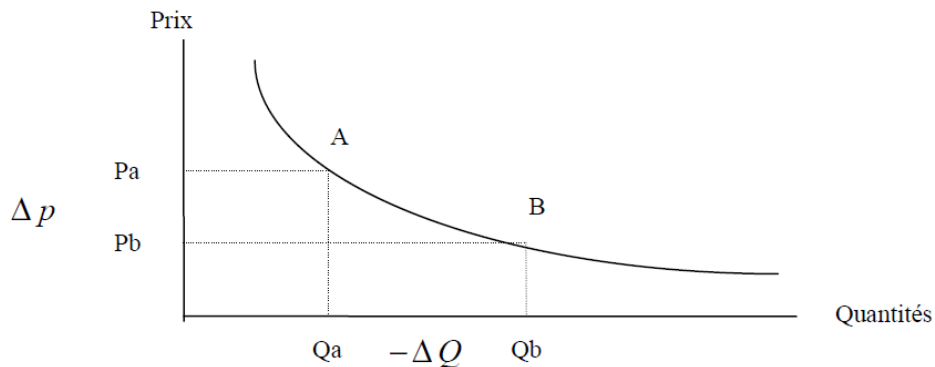
Pour simplifier, le choix du consommateur est limité à deux produits X et Y. Le choix du consommateur va s'effectuer selon le critère de l'utilité $U(X, Y)$. Les économistes néoclassiques retiennent généralement le concept *d'utilité marginale*, qui s'analyse comme *l'utilité apportée par la dernière unité de bien acquise*.



La fonction de demande met en relation la quantité totale demandée du bien avec le prix unitaire de ce bien, les autres paramètres étant censés rester constants. Cette relation est traditionnellement exprimée à l'aide d'une courbe.

¹ La fonction d'utilité s'exprime comme suit : $U = u(x, y)$, avec x et y représentant simultanément les quantités des deux biens X et Y constituant l'économie fictive. L'utilité des biens, pour un consommateur dépend des préférences de ce dernier.

Cette courbe ne fournit aucune indication sur le prix mais constitue seulement une courbe des intentions des acheteurs en présence de différents prix. La courbe de demande du consommateur pour un bien donné, indique que la quantité achetée du bien est fonction décroissante du prix de ce bien.

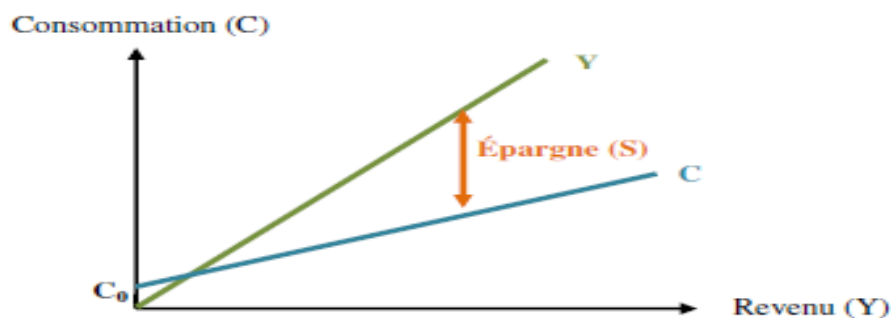


b. Approche macroéconomique de la consommation : Si l'analyse néo-classique construisait la fonction de demande d'un bien en privilégiant la relation prix et quantité demandée. Alors, Keynes propose **de relier la consommation globale avec le revenu**.

Le revenu global aurait ainsi deux emplois : la consommation (C) et l'épargne (S), ainsi : $R = C + S$. L'épargne apparaît comme *un élément résiduel*, dépendant de la consommation, elle-même dépendant du revenu. Tout revenu est partagé en consommation et en épargne. La relation entre la consommation et le revenu peut s'exprimer par le biais des propensions à consommer. On distingue :

- *La propension moyenne à consommer* (rapport de la consommation totale sur le revenu : C/R) ;
- *La propension marginale à consommer* (rapport de la variation de la consommation sur la variation du revenu : $\Delta C / \Delta R$).

Selon Keynes et comme le montre la courbe ci-dessous, la fonction de consommation est croissante avec le revenu et permet de dégager une épargne (S) positive.



- **Les déterminants non économiques de la consommation**

- *Les classes sociales* : les goûts et les préférences des individus sont en grande partie déterminés par leur milieu d'origine, qui véhicule un système de valeurs (éducation).
 - *L'âge* : un individu âgé consomme plus de service de santé qu'un adolescent.
 - *Le mode de vie* : des socio-styles sont définis, qui prennent en compte des variables sociologiques, psychologiques et démographiques.
 - *L'effet d'imitation entre groupes sociaux* : Certains groupes sociaux, qui occupent une position élevée, peuvent avoir une influence sur d'autres, situés en dessous.
 - *Action des entreprises par la publicité* : la publicité cherche à créer de nouveaux besoins afin d'assurer l'écoulement de nouvelles production.
-

4. L'épargne

Les ménages ne dépensent pas tous leurs revenus en achetant des biens de consommation. Ils mettent aussi une partie de leurs revenus de côté pour réaliser certains objectifs.

« L'épargne (financière ou non financière) est une opération économique, peut être définie comme la part du revenu mis en réserve qui reste disponible. Autrement dit, c'est la partie du revenu qui n'est pas consommée ».

Chaque agent économique épargne, notamment pour financer ses investissements (logement, équipement, ...).

L'épargne permet de financer les investissements, elle joue donc un rôle économique important. La mesure de l'épargne peut se faire au niveau individuel ou au niveau national.

$$S = Y - C$$

Le taux d'épargne est le rapport entre la valeur de l'épargne et celle du revenu disponible multiplié par cent :

$$\text{Taux d'épargne} = S / Y * 100$$

- **Les motifs de l'épargne :**

Les facteurs qui incitent les agents économiques à épargner sont multiples :

- *l'épargne de précaution* : elle permet de se prémunir contre les risques potentiels de la vie (chômage, maladie) ou de se constituer un complément retraite ;
- *la constitution d'un patrimoine* : devenir propriétaire de son logement pour éviter de payer un loyer, augmenter son capital, etc.,

- *l'épargne de liquidités* : la monnaie constitue une réserve de valeur et un moyen d'échange qui permet d'acquérir des biens,
- *l'épargne de placement* : l'épargne est un moyen d'obtenir des revenus à partir des placements financiers,
- *l'épargne de spéculation* : la spéculation consiste à acquérir des titres (actions, obligations) en espérant les revendre à la hausse pour dégager un gain.

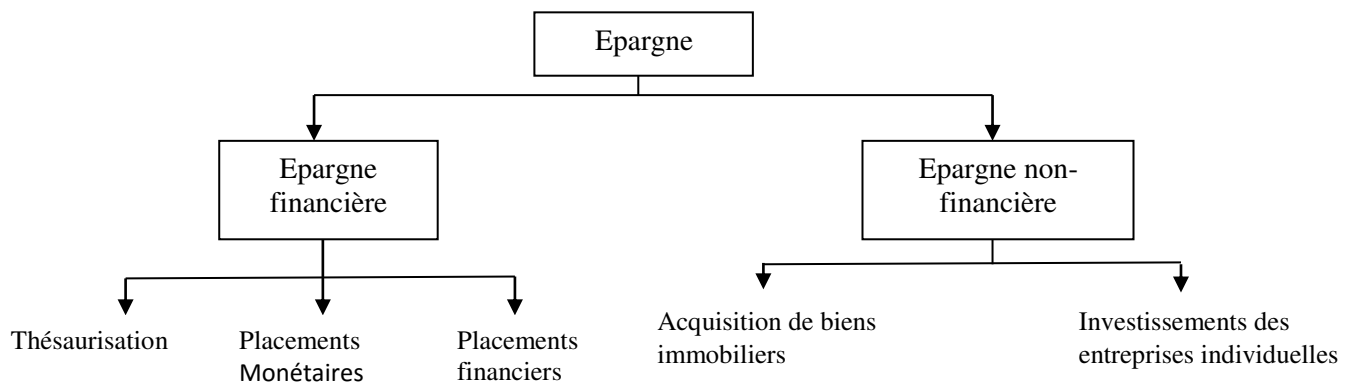
- **Les différentes formes de l'épargne :**

Les sommes épargnées sont employées de différentes façons qui combinent dans des proportions variables les avantages de la liquidité, de la sécurité et de la rentabilité. On distingue généralement deux formes :

- *l'épargne financière* : épargne liquide ou monétaire (billets, pièces, comptes chèques, etc.), les placements financiers (actions, obligations), les contrats d'assurance vie, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne retraite.
- *l'épargne non financière* : investissement immobilier (acquisition de logements).

L'épargne peut être conservée par les ménages dans un "bas de laine" : c'est la *thésaurisation* (elle ne rapporte pas d'intérêts),

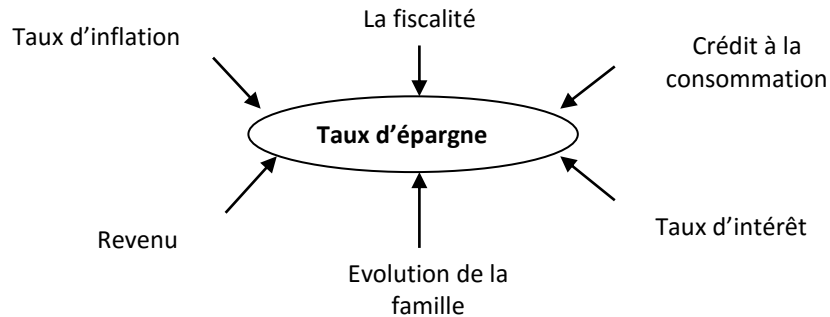
Comme elle peut être placée afin d'en retirer un revenu (achat d'actions, d'obligations, ouverture d'un livret de caisse d'épargne, etc.).



- **Déterminants de l'épargne :** L'épargne des ménages dépend de :

- **La variation du revenu** : l'épargne est une fonction croissante de revenu.
- **L'inflation** : L'inflation incite peu à l'épargne.
- **La fiscalité** : possibilité de régimes fiscaux favorables à l'épargne.
- **Le crédit à la consommation** : quand le crédit à la consommation est bon marché, la consommation augmente au détriment de l'épargne.

- **Le taux d'intérêt** : en général influence l'épargne des ménages, un taux bas décourage l'épargne et inversement, il l'encourage.
- **Evolution de la famille** : l'élargissement de la famille exerce un impact défavorable sur l'épargne.



5. L'investissement

L'investissement est une variable particulièrement décisive en économie. Il est à la fois une composante de la demande et un puissant moteur de l'offre productive.

« L'investissement est une opération économique réalisée par un agent économique consistant à acquérir des moyens de production (biens durables) qui servent à produire d'autres biens ».

Ex : achat de machines et équipements par l'entreprise.

Les agents économiques qui investissent sont :

- Les entreprises** : l'investissement des entreprises, qu'elles soient publiques, privées ou mixtes, vise à accroître leur capital, à absorber une entreprise concurrente ou à acquérir une nouvelle technologie.
- L'État** : à travers les investissements publics (construction d'écoles, d'hôpitaux, d'autoroutes, de barrages, etc.), l'État et les collectivités territoriales visent à améliorer le bien-être social des populations ou bien à instaurer un environnement propice aux affaires ;
- Les ménages** : à travers des achats immobiliers, les ménages investissent afin d'améliorer leur revenu dans le cas où ils décident de revendre ce bien immobilier.

Le taux d'investissement est égal au rapport entre la valeur de l'investissement (I) et celle du revenu disponible (Y) multiplié par cent :

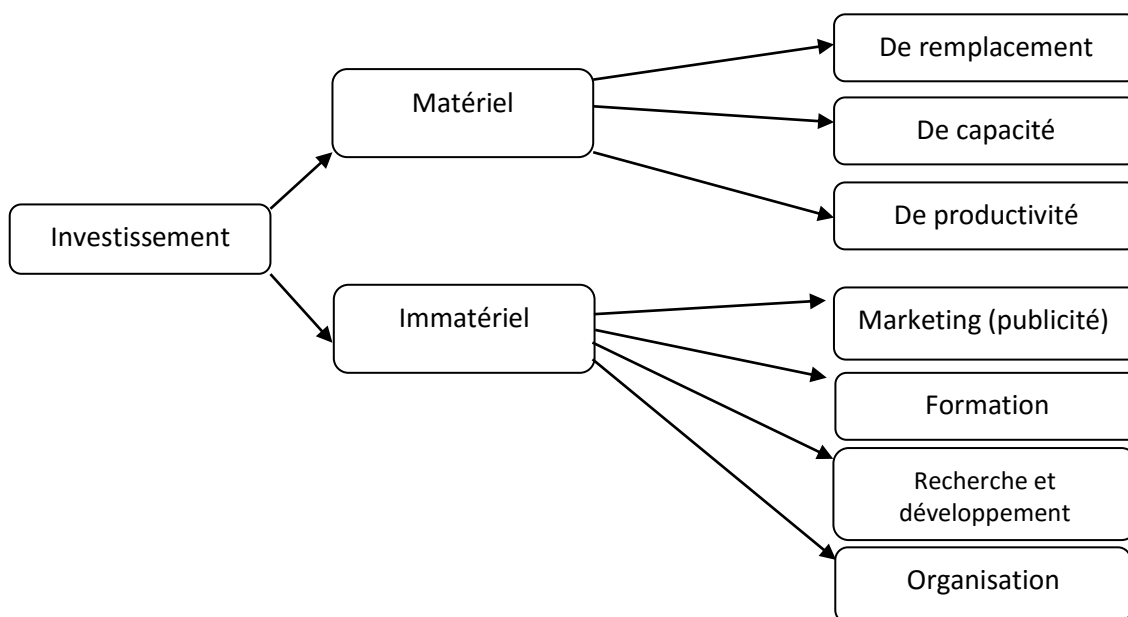
$$\text{Taux d'investissement} = I / Y * 100$$

La totalité des investissements réalisée par un pays durant une année représente la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) et qui est égale à :

Différentes catégories d'investissement : On distingue les investissements :

- De remplacement : renouvellement de biens d'équipement hors d'usage, périmés ou obsolètes ;
- De capacité (expansion): pour augmenter les capacités de production ;
- De productivité (modernisation): rendre le travail plus efficace.

On distingue également les investissements **matériels** des investissements **immatériels**.



NB : en pratique, il est souvent difficile de faire la distinction car un investissement de remplacement est souvent l'occasion d'augmenter la productivité et/ou la capacité de la production.

L'investissement peut se financer par différentes sources :

- a) **L'autofinancement** : est le réinvestissement d'une partie des bénéfices, ou bien sous forme d'apport personnel des propriétaires ;

- b) **Le financement bancaire** : dans ce cas précis, l'entreprise peut formuler une demande d'un crédit bancaire pour financer son investissement ;
- c) **La vente d'actifs** (actions ou obligations) : l'entreprise peut vendre une partie de son capital sur le marché financier sous forme d'actif ;
- d) **Les aides de l'État** : c'est des aides directes ou indirectes de l'État et des collectivités territoriales au bénéfice des entreprises (réduction d'impôts, faciliter l'accès aux fonciers industriels, etc.).

- **Les déterminants de l'investissement :**

L'investissement résulte des décisions prises par l'ensemble des entreprises. Cette décision comporte un risque qui est de ne pouvoir récupérer les sommes engagées. Pour réduire ce risque, il est primordial de repérer les déterminants qui éclairent le risque :

- a- **La rentabilité** : c'est le critère essentiel, le profit attendu permet de déterminer la rentabilité de l'investissement. Les entreprises ne se risquent à investir que si elles escomptent des profits futurs intéressants ou bien une rentabilité suffisante.
- b- **La demande** : l'investissement dépend du niveau de la demande qui s'adresse à l'entreprise. Il n'est pas nécessaire d'accroître ses capacités de production quand la demande est stable.
- c- **Les taux d'intérêt et la situation financière de l'entreprise** : en l'absence de ressources financières suffisantes, l'entreprise pourra avoir recours à l'emprunt dans la mesure où le niveau et la structure de son endettement présent le permettent.
Des taux élevés augmentent le coût l'acquisition des capitaux empruntés pour investir.
- d- **Le taux d'utilisation des capacités de production** : si les capacités sont pleinement employées, la demande est forte et l'entreprise doit peut-être investir.

1. **La place de l'investissement dans une économie :**

Il s'agit d'une opération économique majeure tant du côté de l'offre que du côté de la demande. Investir, c'est exprimer une demande en biens de production. Investir, c'est aussi augmenter la capacité de production. D'une part, il agit sur l'économie puisqu'il augmente les capacités de production et donc la quantité et

la qualité des biens disponibles, en d'autres termes, il permet d'accroître la productivité.

D'autre part, l'investissement est une composante de la demande. L'entreprise qui investit fait travailler d'autres entreprises et les revenus ainsi distribués stimulent la demande et l'activité économique.

En somme, l'investissement est *un moteur pour la croissance* : il permet un accroissement de la production de richesses ; il introduit et diffuse le progrès technique, un élément constitutif de la demande globale.